



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Nanterre, le 14 août 2012

Unité territoriale des Hauts-de-Seine

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Mise en œuvre de la deuxième vague de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) dans l'eau.  
Rapport de présentation devant le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

**Établissements :**

| Établissement                | N° dossier | N° S3IC  | Adresse                                    |
|------------------------------|------------|----------|--|
| BLANCHISSERIE ELIS           | 20732      | 74-4763  | 33 RUE VOLTAIRE - PUTEAUX                  |
| BLANCHISSERIE<br>POULARD     | 31743      | 74-5749  | 13/17 RUE DES FRONDRIÈRES - NANTERRE       |
| GRENELLE SERVICE             | 31592      | 74-2356  | 10 RUE DES CHAMPS FOURGONS - GENNEVILLIERS |
| REGIE LINGE<br>DEVELOPPEMENT | 31726      | 74- 4234 | 21/27 RUE DE SACLAY - CHATENAY MALABRY     |

**P-J :** Projets d'arrêté préfectoral complémentaire.

Le présent rapport vise à proposer à l'examen du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, des projets d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant la surveillance de substances dangereuses dans les rejets aqueux de quatre établissements appartenant au secteur des blanchisseries industrielles.

## **1. ACTION NATIONALE DE RECHERCHE ET DE REDUCTION DE SUBSTANCES DANGEREUSES DANS L'EAU**

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'Eau 2000/60/CE (DCE) du 23 octobre 2000, le ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) par les installations classées pour la protection de l'environnement. Cette action concerne des substances habituellement peu suivies dans les rejets des établissements industriels. L'objectif de cette action est d'aboutir, dans les prochaines années, à des réductions significatives, voir à des suppressions, des émissions de substances dangereuses dans l'eau afin de renforcer la protection des milieux aquatiques.

L'action RSDE a été lancée en 2002 et a consisté en la recherche d'une centaine de substances ou familles de substances dans les effluents aqueux d'installations classées. Le bilan national de cette première vague, qui a concerné près de 3000 établissements, a permis de constater que certaines substances dangereuses étaient fréquemment retrouvées dans les rejets aqueux des établissements industriels. Par ailleurs, l'analyse des substances retrouvées a permis de dresser, pour chaque secteur d'activité industrielle, une liste de substances susceptibles d'être rejetées.

Ceci a conduit le ministère chargé de l'environnement à mettre en place une seconde vague de recherche de substances dangereuses déclinée par secteur d'activité pour l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

Le présent rapport vise à proposer à l'examen du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, des projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires actualisant les prescriptions relatives à la surveillance des substances dangereuses dans les rejets aqueux de quatre nouveaux établissements de la seconde vague. Ces projets d'arrêtés préfectoraux tiennent compte des circulaires du 23 mars 2010 et du 27 avril 2011 adaptant certaines prescriptions de mise en œuvre de la circulaire RSDE II du 5 janvier 2009 et notamment les critères d'abandon du suivi des substances dangereuses.

## **2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

### **a) Réglementation européenne**

Le contexte réglementaire est marqué par 3 directives européennes :

- La Directive 76/464/CEE du 4 mai 1976 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté;
- La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000;
- La Directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008, directive fille de la DCE, établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau.

Ces directives distinguent plusieurs types de substances :

- **13 substances dangereuses prioritaires** définies par la DCE (mises à jour par la directive fille), pour lesquelles un objectif de **suppression** des émissions a été fixé à **2020** ;
- **20 substances prioritaires** définies par la DCE pour lesquelles un objectif de **réduction** des émissions d'ici **2015** a été fixé;
- **8 substances de la liste I** de la directive 76/464/CEE pour lesquelles l'objectif est la **suppression de la pollution des milieux** ;
- **Substances de la listes II** de la directive 76/464/CEE, pour lesquelles les États membres doivent fixer des **objectifs de réduction**.

A ces objectifs s'ajoute l'objectif de **bon état des masses d'eau** imposé par la DCE. L'atteinte du bon état se mesurera en fonction du respect des **normes de qualité environnementale (NQE)** dans le milieu pour **41 substances** en ce qui concerne l'état chimique (les 8 substances de la liste I de la directive 76/464/CEE et les 33 substances prioritaires et dangereuses prioritaires de la DCE) et pour **9 polluants spécifiques** et certains **paramètres physico-chimiques** en ce qui concerne l'état écologique des masses d'eau.

### b) Réglementation française

Les textes français d'application sont les suivants :

- **Le Décret n° 2005-378 du 20 avril 2005 codifié**, relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses (PNAR). Ce décret prévoit :
  - La création d'un programme national de réduction pour les 18 substances de la liste I et les substances de la liste II de la directive 76/464/CEE;
  - La définition des normes de qualité pour ces substances;
  - La prise en compte de ces objectifs dans les autorisations de rejet.
- **L'arrêté ministériel du 30 juin 2005** (modifié par l'arrêté ministériel du 21 mars 2007) définissant le PNAR (substances pertinentes sur lesquelles agir et objectifs de réduction des émissions en %);
- **L'arrêté ministériel du 20 avril 2005** (modifié par l'arrêté ministériel du 21 mars 2007) définissant :
  - Des normes de qualités pour les 18 substances de la liste I et 26 substances de la liste II de la directive 76/464/CEE;
  - La liste des substances pertinentes et non pertinentes au sens du PNAR.
- **La circulaire du 5 janvier 2009** relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées soumises à autorisation.
- **Les circulaires du 23 mars 2010 et du 27 avril 2011** apportant des adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009.
- **L'arrêté ministériel du 25 janvier 2010** relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface.

### **3. MISE EN OEUVRE DE LA DEUXIEME VAGUE DE L'ACTION NATIONALE RSDE**

Comme vu dans le précédent chapitre, la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées est prévue par la **circulaire du 5 janvier 2009**. Cette circulaire prévoit de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau.

Ainsi, les projets d'arrêtés préfectoraux complémentaires ont été rédigés dans ce cadre. Ils concernent les établissements figurant dans le tableau suivant :

| Établissement             | N° dossier | N° S3IC  | Adresse                                    | Nature du rejet |
|---------------------------|------------|----------|--|-----------------|
| BLANCHISSERIE ELIS        | 20732      | 74-4763  | 33 rue Voltaire - Puteaux                  | Rejet raccordé  |
| BLANCHISSERIE POULARD     | 31743      | 74-5749  | 13/17 rue des Frondrières - Nanterre       | Rejet raccordé  |
| GRENELLE SERVICE          | 31592      | 74-2356  | 10 rue des Champs Fourgons - Gennevilliers | Rejet raccordé  |
| REGIE LINGE DEVELOPPEMENT | 31726      | 74- 4234 | 21/27 rue de Saclay - Chatenay Malabry     | Rejet raccordé  |

Ces établissements appartiennent tous au secteur d'activité des blanchisseries industrielles.

Pour chaque établissement, le projet d'arrêté prescrit :

- Une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu);
- Aucun des quatre établissements ne relève de la rubrique 2345, les deux substances : tétrachloroéthylène et trichloroéthylène peuvent être retirées de la liste fournie en Annexe 1;
- La remise d'un **rapport de synthèse** par l'exploitant qui permettra de déterminer, à l'issue de la surveillance initiale, les substances devant faire l'objet d'une surveillance pérenne;
- Une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes (émission réelle ou impactante pour le milieu) au vu des résultats de la surveillance initiale;
- La réalisation d'un **programme d'actions** pour toutes les substances maintenues en surveillance pérenne et qui auront été identifiées par l'inspection comme devant faire l'objet de la part de l'exploitant d'une réflexion approfondie sur les moyens à sa disposition pouvant permettre d'obtenir des réductions voire des suppressions;
- La réalisation par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction voire de suppression des émissions de certaines substances pertinentes.

Les quatre sociétés ont été consultées le 20/07/12 sur leur projet d'arrêté complémentaire. Au cours de cette consultation, les exploitants ont pu faire part de leurs remarques concernant le projet d'arrêté et notamment sur la liste annexée à cet arrêté (annexe 1) indiquant les substances devant faire l'objet d'une surveillance et correspondant à leur secteur d'activité.

Aucune remarque n'a été formulée par l'établissement REGIE LINGE DEVELOPPEMENT.

Les sociétés du Groupe ELIS : MAJ SA (ELIS), POULARD et GRENELLE SERVICE, ont demandé notamment :

- une modification de la liste de l'Annexe 1 en supprimant les 2 substances pour lesquelles il était indiqué entre parenthèses que leur mesure ne s'applique qu'aux établissements qui ont une activité relevant également de la rubrique 2345, ce qui n'est pas le cas de ces trois établissements;
- et un délai plus adapté de transmission des résultats mensuels (fin de mois N+2).

En revanche, le report de la date de démarrage de la surveillance initiale en 2013 n'est pas accordé pour une raison d'homogénéité des quatre arrêtés pris en CODERST.

Ces trois projets d'arrêtés ont été modifiés en conséquence, dans le respect des exigences des circulaires susvisées.

Il est à noter également que, compte tenu du déclassement quasi général des masses d'eau de la région Île-de-France en ce qui concerne le cuivre et/ou le zinc (substances prises en compte pour caractériser l'état écologique d'une masse d'eau conformément à l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010), l'intégralité des substances visées dans les listes sectorielles de la circulaire du 5 janvier 2009 sont prises en compte dans la surveillance des rejets des établissements franciliens. Il est important de préciser que cette position francilienne, déjà tenue lors de la première vague de cette action en 2009, a été confirmée par les circulaires du 23 mars 2010 et du 27 avril 2011 qui demande d'inclure toutes les substances (en gras et en italique) dans la surveillance initiale avec la possibilité d'arrêter la surveillance initiale pour les substances en italique après 3 mesures si les résultats sont strictement inférieurs aux seuils de détection.

Par ailleurs, compte-tenu du mauvais état avéré de la masse d'eau FRHR155B dans laquelle les établissements rejettent (via le raccordement à la station d'Achères), dû notamment à une concentration importante du paramètre DEHP (code sandre 6616), cette substance a été ajoutée à la liste des substances devant faire l'objet d'une surveillance pérenne (mesures trimestrielles réalisées avec une limite de quantification de 1µg/L). Le suivi de cette substance pourra néanmoins être arrêté si le flux moyen journalier, calculé à partir de 4 analyses consécutives, est inférieur à 4g/jour.

#### **4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

Les sociétés **MAJ SA (ELIS)** à Puteaux, **POULARD** à Nanterre, **GRENELLE SERVICE** à Gennevilliers et **REGIE LINGE DEVELOPPEMENT** à Châtenay Malabry, sont des installations classées soumises à autorisation procédant à des rejets aqueux. Par conséquent, ces sociétés sont concernées par la deuxième vague de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique prévue par la circulaire du 5 janvier 2009.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, des projets d'arrêtés de prescriptions complémentaires ont été rédigés afin que les quatre établissements mettent en place une surveillance initiale puis pérenne des substances pertinentes de leur activité et, le cas échéant, réalisent une étude technico-économique relative à la réduction voire à la suppression des rejets de certaines substances, comme le prévoit la circulaire du 5 janvier 2009.

Nous proposons donc aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable sur les projets d'arrêtés de prescriptions complémentaires joints.

*Nota : Les annexes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 étant communes à tous les établissements listés ci-dessus, le présent rapport ne contient qu'un seul exemplaire pour chacune de ces annexes dans un souci de simplicité.*

